



Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique Région Sahel et Lac Tchad

Renforcer la stabilité, la sécurité et la résilience dans les pays du Sahel

Les défis du développement et de la sécurité au Sahel

Une pauvreté chronique qui s'aggrave

Au Sahel près de 34 millions de personnes, soit 50 % de la population vivent avec moins de 1,25 \$ par jour. Même si la Mauritanie se hisse à la 156ème place de l'Indice de Développement Humain, le Niger, le Tchad, le Mali et le Burkina Faso restent au pied de l'échelle, ce qui traduit la faiblesse de la longévité de la vie, du niveau d'éducation et du niveau de revenu.

Les modes de vie évoluent : il est de plus en plus difficile de cultiver la terre pour subvenir à ses besoins, les emplois sont rares et la population est toujours plus nombreuse. **La succession depuis 2005 des crises alimentaires et l'impact de plus en plus tangible du changement climatique accablent les populations.** Celles-ci peinent à se remettre de la répétition des chocs, tandis que les **services publics faiblement décentralisés et sous-équipées ne parviennent pas à assurer leur rôle social de base** et à fournir des services de santé, d'éducation, de nutrition, d'eau et d'assainissement.

Des Etats impuissant face à l'ampleur des défis

Dans cette zone immense de 5 096 938 km², **la gestion des 28 761 km frontières est un enjeu majeur pour la stabilité de la région. La contrebande et les trafics transfrontaliers** sont en effet à la source de la **prolifération de bandes armées, de conflits intercommunautaires et de rebellions.**

Malgré ce constat, l'Etat est peu présent dans les zones isolées et désertiques et **se trouve ainsi dans l'incapacité de contrôler le territoire et de jouer son rôle auprès des populations** : les cadres légaux et les capacités de maintien de l'ordre sont insuffisants, les services de renseignement sont défaillants, la coordination en matière de sécurité peu avancée, les capacités en termes d'investigation faibles. Enfin, l'état de droit n'est pas respecté, le système judiciaire n'est plus assuré et les infrastructures économiques et sociales sont minimales, laissant au commerce informel l'opportunité de se développer.

Face aux difficultés des gouvernements à mettre en place les conditions permettant le retour de l'Etat et des services de base, **les populations, ayant le sentiment d'être livrées à elles-mêmes et discriminées, peuvent développer une défiance vis-à-vis de l'action publique.**

Une sécurité menacée

La criminalité organisée et le terrorisme tirent profit de cette situation de fragilité et de la difficulté de l'Etat à s'investir de manière suffisante pour satisfaire les aspirations des populations. La radicalisation, qu'elle soit opportuniste ou de conviction, s'installe là où l'éducation et l'espoir reculent.

AQMI, Boko Haram et l'Etat Islamique se propagent et revendiquent des portions entières de territoire où ils se substituent à l'Etat et sèment la terreur. Le trafic de drogues, le trafic de migrants et d'êtres humains, le trafic d'armes ou de cigarettes et la corruption se développent sans cesse davantage sous la coupe d'organisations criminelles voire terroristes, bénéficiant parfois de la complaisance des autorités locales.

Ces trafics préviennent le développement d'activités économiques et d'investissements formelles, et s'imposent peu à peu comme une activité économique essentielle pour des populations n'ayant plus d'autres moyens pour survivre.



L'approche globale et intégrée de l'Union européenne

Une réponse institutionnelle forte

Depuis 2007 et l'adoption de la **Stratégie conjointe UE-Afrique**, une approche globale et intégrée en matière de sécurité et développement est privilégiée pour s'attaquer aux causes profondes de l'extrême pauvreté et créer des conditions locales propices aux perspectives économiques et au développement humain dans le Sahel.

En 2011, l'adoption par l'Union européenne de la **Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel** a permis de réaffirmer le lien existant entre développement et sécurité et de fournir un cadre global pour l'action de l'UE au Sahel. Le **Plan d'action régional en faveur du Sahel**, adopté en 2015 pour la période 2015-2020, poursuit les objectifs visés par la stratégie et réaffirme **l'objectif principal de l'UE de renforcer la sécurité dans la région par la lutte contre le terrorisme, les trafics, la radicalisation et l'extrémisme violent**, tout en favorisant l'émergence de synergies plus étroites entre les pays de la région.

Dans le cadre de son approche globale, la **nomination du nouveau Représentant Spécial de l'Union européenne** pour le Sahel en 2015 a réaffirmé la disposition de l'UE à poursuivre son travail en étroite collaboration avec les pays de la région afin de les soutenir dans les efforts qu'ils déploient pour parvenir à la paix, à la sécurité et améliorer les conditions du développement, notamment au travers **de dialogues politiques de haut niveau**.

Trois actions au titre de la **Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC)** renforcent l'engagement de l'UE auprès des pays du Sahel. Les missions civiles **EUCAP SAHEL Niger**, lancée en 2012, et **EUCAP SAHEL Mali**, depuis 2015, soutiennent les efforts des autorités dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé en renforçant les capacités des organes en charge de la lutte au travers de conseils et formations des forces de sécurité intérieure (Police, gendarmerie, garde civile/nationale) afin de renforcer l'interopérabilité des services et les capacités d'investigation. La mission militaire **EUTM Mali** intervient auprès des forces armées maliennes et fournit un appui en termes de conseils et de formations, afin d'améliorer la coordination avec les forces armées du G5 Sahel notamment.

Le **partenariat renforcé entre l'UE et le G5 Sahel** s'inscrit dans ligne fixée par la **Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne**, adoptée en 2016, et la volonté de soutenir les organisations régionales et sous régionales pour parvenir à la paix et une prospérité partagée.

Enfin, pour compléter le dispositif, l'UE **coordonne les différents instruments de développement à l'œuvre dans la région**, afin d'agir mieux et d'avantage face aux causes et manifestations de l'instabilité. Ainsi, la **Facilité de Paix pour l'Afrique (FPA)** met en œuvre des opérations de soutien de la paix sous commandement africain, et propose un appui financier pour la prévention, la gestion et la résolution précoce des crises. La **Force conjointe du G5 Sahel** est notamment soutenue au travers de ce dispositif.

L'Instrument contribuant à la paix et à la stabilité appuie les initiatives en matière de sécurité et les actions de consolidation de la paix. Il met l'accent sur la réaction aux crises, la préparation aux crises, la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

L'UE apporte également un soutien via le **Fonds Européen de Développement (FED)**, principal instrument de coopération au développement qui finance **l'appui budgétaire** ainsi que les actions des **Programmes Indicatifs Nationaux (PIN)** et **Programmes Indicatifs Régionaux (PIR)** qui fixent, en collaboration avec les pays partenaires, les secteurs de développement prioritaires, portant essentiellement sur la gouvernance politique et économique, le renforcement des capacités institutionnelles et l'intégration régionale.

Enfin, le **Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique – Fenêtre Sahel et Lac Tchad** complète ce panel en intervenant sur les causes profondes de l'instabilité. Des actions de réponse à court terme aux facteurs de déstabilisation sont mises en œuvre, complétées par des interventions à plus long terme, visant à améliorer les conditions de vie des populations et la capacité des gouvernements à y contribuer de manière efficace.

Au travers de ce **cadre d'intervention coordonné**, l'Union européenne est déterminée à poursuivre son engagement dans la région du Sahel et soutient un **développement politique et socioéconomique durable profitant à tous, le renforcement des droits de l'homme, de la gouvernance démocratique et de l'État de droit, ainsi que la résilience, pour faire face à la crise multidimensionnelle qui touche la région du Sahel**.

La stratégie du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique face aux défis de la stabilité dans la région Sahel et Lac Tchad

Une approche coordonnée

Malgré la mobilisation de la communauté internationale, et en particulier de l'Union européenne, la **région continue d'être marquée par un besoin important de développement et de stabilité**, constamment remis en cause par des **menaces récurrentes pour sa sécurité**.

Combattre le terrorisme, le trafic de drogues et d'êtres humains

La **détérioration des conditions sécuritaires pose un problème pour la coopération au développement** et limite l'acheminement de l'aide, rendant ainsi les populations de la zone sahélienne encore plus vulnérables.

L'existence de **vastes territoires où le contrôle de la part des États est insuffisant ou inexistant**, notamment dans des zones rurales ou semi désertiques, et la difficulté à surveiller des frontières étendues et perméables favorisent la **présence de groupes terroristes et la pénétration de tout type d'organisations criminelles et de trafic illégaux dans la région**, et notamment de trafic d'êtres humains.

La **fragilité des pouvoirs publics** influe directement sur la **stabilité de la région** et sur la **capacité des gouvernements à combattre la pauvreté** et les menaces qui pèsent sur la sécurité. La pauvreté crée une instabilité propre pouvant alimenter les menaces sécuritaires, et notamment les activités terroristes.



Via le Fond fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, l'UE soutient un **retour des forces de sécurité internes et le renforcement de leurs capacités**, y compris en termes de formation, d'équipements et d'infrastructures, notamment dans les zones éloignées et isolées, en conjonction avec le **travail des forces militaires** et éventuellement des forces conjointes multinationales déployées, pour soutenir les zones en proie aux groupes terroristes et criminels.

Contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat et à la consolidation de l'état de droit

Quels que soient les efforts, les **actions en matière de développement** ne parviendront pas à atteindre leurs objectifs si **l'Etat n'est pas en capacité de jouer son rôle de garant de l'autorité, de garantir la sécurité des biens et des personnes et d'assurer l'administration des territoires**.

Les **faibles moyens des Etats** pour **asseoir leur autorité sur des territoires immenses** rendent le contrôle des frontières difficiles, ce qui favorise la circulation transfrontalière des combattants, des groupes armés et des mouvements terroristes et constitue une source d'insécurité et une menace constante pour la stabilité des pays du Sahel. D'autre part, **les fonctions vitales et sociales des Etats sont difficilement assurées**, laissant aux populations un sentiment d'abandon et de défiance vis-à-vis des autorités, dont les groupes terroristes peuvent chercher à tirer profit.

Les actions du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique visent à **soutenir les capacités de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre des politiques de l'Etat dans certains domaines ciblés** (sécurité, justice pénale, migration) via l'appui aux réformes, la formation et le dialogue sur les politiques, afin de parvenir à moyen terme à une utilisation plus efficiente des ressources, à une meilleure qualité de la dépense publique et à une meilleure coordination et gestion de l'aide extérieure.

La stratégie du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique face aux défis de la stabilité dans la région Sahel et Lac Tchad - Suite

Le Fonds vise également le **renforcement et le développement de la gestion des espaces frontaliers** par les services des États, incluant la gestion des flux de personnes et de biens ainsi que la coopération transfrontalière.

Un exemple pertinent de l'approche du Fonds à cet égard est l'**ensemble d'actions de soutien à la sécurité et à la gestion des frontières** mis en œuvre au Mali au travers du programme PARSEC, au Burkina Faso avec le programme ProGEF et au Niger via le programme AJUSEN, couplé, entre autres, avec les programmes régionaux et sous régionaux GAR-SI qui travaillent à l'établissement de Groupes d'Action Rapide dans les pays du G5 Sahel et au Sénégal et WAPIS, qui vise à améliorer la collecte, la gestion et l'échange d'informations dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest.



Soutenir le retour des services de base et contribuer à la satisfaction des besoins des populations

Les **efforts en matière de sécurité** ne seront **durables** que s'ils sont accompagnés d'**actions significatives permettant le retour des services de base**, la **satisfaction des besoins des populations** et le **règlement pacifique des différends entre communautés**.

Les actions du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique sont conçues pour **permettre aux personnes les plus vulnérables** d'avoir **accès aux services les plus essentiels**, de continuer à **produire leur alimentation**, de **maintenir leurs revenus** et de **participer à des activités génératrices de revenus**. Par ailleurs, ces mesures contribuent à lutter contre les causes structurelles d'instabilité en améliorant les capacités des institutions locales et nationales. Les réfugiés, les déplacés internes ainsi que les communautés d'accueil au Sahel et au Lac Tchad font l'objet d'une attention particulière.

En termes de résilience, les programmes du Fonds fiduciaire s'inscrivent à trois niveaux : à court terme, ils visent à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. A moyen terme, le Fonds fiduciaire d'urgence entend contribuer au renforcement des moyens d'existence et à l'amélioration durable et de qualité de l'accès aux services de base à travers un appui aux administrations locales. Enfin, des actions à plus long terme visant la réduction des facteurs de conflits, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, la modération de la croissance démographique par des actions de cohésion sociale sont également mises en œuvre .

Quelques projets mis en œuvre par le Fonds fiduciaire d'urgence



Appui à la coopération régionale des pays du G5 et au Collège Sahélien de sécurité (Régional) – EUR 7 000 000

L'action fournit une assistance technique, par l'intermédiaire d'un consortium d'états membres de l'UE, au Secrétariat permanent du G5, à sa Présidence tournante et à ses États membres, notamment dans le domaine de la sécurité et de la gestion des frontières. Le Collège Sahélien de sécurité est également encouragé à poursuivre ses activités de formation : il est attendu que 600 membres des institutions gouvernementales et des forces de sécurité intérieure soient formés. Cette action s'inscrit en complémentarité avec les missions mises en œuvre par la Politique de Sécurité et de Défense Commune de l'UE (EUCAP Niger notamment). Un appui à la Force conjointe est également délivré au travers de la Facilité de Paix Africaine



Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC Mopti-Gao) (Mali) – EUR 29 000 000

Ce programme vise à contribuer au renforcement de l'Etat de droit en permettant une présence accrue et effective des forces de sécurité œuvrant dans le contexte de missions à caractère civil (police, gendarmerie, garde nationale, forces armées maliennes, douanes et protection civile). La cohérence entre l'action de ces forces maliennes et celle de leurs homologues des pays limitrophes et des autres acteurs de la chaîne pénale malienne fera l'objet d'un effort particulier pour assurer la sécurité humaine et une meilleure gestion des flux traversant les zones frontalières dans le but de reconstruire un maillage sécuritaire adapté à la stabilité et au développement économique et social.



Sécurité et Développement au Nord du Mali (Mali) – EUR 13 000 000

L'action vise à contribuer à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, en soutenant la réalisation d'infrastructures locales à mise en œuvre simple et rapide, destinées à répondre aux besoins les plus urgents exprimés par les populations des régions du Nord du Mali. Plus spécifiquement, l'action contribuera au rétablissement du lien social, de la confiance et du dialogue entre communautés précédemment opposées et/ou divisées ; permettra de satisfaire les besoins les plus urgents exprimés par les communautés, en particulier les plus isolées du fait de l'insécurité ; et favorisera l'investissement public dans des zones fragilisées par le conflit, où l'Etat est peu présent, rétablissant la légitimité de l'action publique.



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales (Burkina Faso) – EUR 30 000 000

L'action ambitionne de renforcer la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières les plus touchées par l'instabilité afin de restaurer et renforcer les moyens d'existence des ménages les plus vulnérables, améliorer leur production alimentaire, et améliorer l'accès de ces mêmes populations aux services sociaux de base, et notamment l'eau potable/assainissement et les soins de santé.

Quelques projets mis en œuvre par le Fonds fiduciaire d'urgence - Suite



AJUSEN : Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières (Niger) – EUR 80 000 000

Cette action combine deux modalités d'intervention. D'une part, un appui budgétaire donne au Niger les moyens de mettre en œuvre ses politiques, afin notamment de prévenir et de combattre le trafic illicite de migrants et de protéger les droits du migrant, et d'assurer le fonctionnement des organes de l'Etat, à l'instar de la commission nationale de coordination de lutte contre la traite des êtres humains (CNCLTP) ou de l'agence nationale de lutte contre la traite des personnes (ANLTP). D'autre part, l'aide aux projets, confiée à l'AFD et CIVIPOL soutient le Niger dans le développement de politiques solides dans le domaine de la sécurité, de la justice, des migrations et de la gestion des frontières. Il vise notamment à fournir 1 340 formations aux personnels des institutions gouvernementales et des forces de sécurité internes.



Programme d'Appui à la Gestion Intégrée des Frontières - PROGEF (Burkina Faso) – EUR 25 000 000

Confier à la GIZ, cette action vise à améliorer les conditions de vie, de sécurité et de stabilité des populations dans les zones frontalières du Burkina Faso. Il s'agit plus spécifiquement de renforcer le cadre institutionnel et juridique du Burkina Faso pour une gestion efficace des frontières., de renforcer le maillage et l'interopérabilité des acteurs impliqués dans la sécurisation des frontières au Burkina Faso en coordination avec les pays limitrophes, d'améliorer la présence de l'état dans les espaces frontaliers à travers la construction et la gestion de l'infrastructure transfrontalière et l'expansion des services de développement socioéconomique et de gestion humanitaire des crises.



WAPIS : West Africa Police Information System (Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) – EUR 5 000 000.

Ciblant les forces de sécurité intérieure (police, gendarmerie, douanes, services de l'immigration), cette action confiée à INTERPOL vise à harmoniser et structurer aux niveaux national et régional les systèmes d'information des polices de la région de l'Afrique de l'Ouest. L'objectif de l'action est d'augmenter la capacité des pays du G5 à lutter contre le crime organisé, les trafics et le terrorisme par la création ou le renforcement de la capacité des administrations nationales à collecter, centraliser, gérer et partager les données de police. Ainsi, la digitalisation et l'ajout dans ce système informatisé de données concernera un total de 36 000 dossiers et 125 officiers seront formés à l'utilisation du système.



Insertion et Stabilisation Socio - Economique des Jeunes et Femmes dans la Province du Séno (Burkina Faso) – EUR 5 200 000

L'action vise à améliorer la résilience des ménages vulnérables par l'augmentation des productions agropastorales, la sécurisation foncière et la gouvernance locale des ressources naturelles, et à augmenter les revenus des jeunes et des femmes par le développement d'activités génératrices de revenu (microentreprises, petites entreprises) et parallèlement renforcer le leadership féminin, la stabilité et la cohésion sociale (prévention des crises). Il est attendu que 4 600 emplois soient créés et que 870 PME soient soutenues.

Pour plus d'informations:
EuropeAid-EUTF-SAHEL@ec.europa.eu
<https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/>